

POLEMIQUE

Bulletin de débat marxiste-léniniste
n° 1

1,50 F

Au sommaire de ce numéro

POLEMIQUE

p. 2

POSITIONS DE L'O.C.-G.O.P.

- Quelle est la contradiction principale dans la France d'aujourd'hui ? p. 3
- Le révisionnisme p. 4

POSITIONS DU P.C.R. (m-l)

- Le caractère spécifique de la crise de l'impérialisme français p. 7
- Le P«C»F aujourd'hui p. 8

POLEMIQUE

«Polémique» est un bulletin de débat marxiste-léniniste lancé à l'initiative du PCR (ml) et de l'OC-GOP. Entendons-nous bien !

«Polémique» n'est pas le bulletin de débat «d'unification des marxistes-léninistes». Nous ne pensons pas qu'il suffise de se dire marxiste-léniniste pour l'être véritablement. Nous-mêmes cherchons modestement à être marxistes-léninistes. Car ce qui est déterminant en tout, c'est la justesse de la ligne politique, et pas l'étiquette que l'on colle dessus.

Mais entre les révolutionnaires qui luttent vraiment avec les masses, contre les ennemis principaux de la classe ouvrière et du peuple travailleur de France, il existe encore de sérieuses divergences. Le marxisme-léninisme n'est pas un dogme, mais un guide pour l'action : c'est donc aussi un guide pour l'unification de ceux qui agissent, cherchent à agir dans la bonne direction.

A condition justement de ne pas le considérer comme un dogme, c'est-à-dire une ligne éternelle qu'il suffirait d'appliquer aujourd'hui. Ou, encore, une ligne qui serait dictée par un «parti-guide» étranger. Les camarades chinois n'ont que mépris pour ce genre de «marxisme-léninisme».

«S'il s'agit d'un parti qui répète invariablement les paroles des autres, qui reprend, sans analyse préalable, les expériences d'un pays étranger, et qui tourne sous la baguette de certaines personnes d'un pays étranger, au lieu d'un parti qui sache réfléchir par lui-même, faire marcher son cerveau, qui connaisse à fond, grâce à des études et enquêtes sérieuses, les tendances précises apparues dans les différentes classes de son pays, qui sache appliquer la vérité universelle du marxisme-léninisme et la lier à la pratique concrète de son pays, s'il s'agit ainsi d'un parti qui est panaché à la fois de révisionnisme et de dogmatisme, comme une sorte de macédoine, où il y a un peu de tout, sauf les principes du marxisme-lé-

nisme ; un tel parti est alors absolument incapable de diriger le prolétariat et les larges masses populaires dans la lutte révolutionnaire, de remporter la victoire dans la révolution et d'accomplir la grande mission historique du prolétariat». (Lettre en 25 points)

Polémique ne sera donc pas le bulletin d'unification de ceux qui se «réfèrent au marxisme-léninisme», ni de ceux qui «suivent la ligne du Mouvement Communiste International». Il sera un bulletin pour ceux qui veulent appliquer réellement la vérité universelle du marxisme-léninisme à l'analyse concrète de leur propre pays, afin d'y préparer la révolution ; ceux qui veulent contribuer, par leur réflexion autonome et leur pratique responsable, à enrichir et renforcer le mouvement communiste mondial qui n'a pas d'autre existence que la somme des efforts, des tâtonnements, des échecs et des victoires de la classe d'avant-garde de tous les pays ; ceux qui, à partir du mouvement réel de la classe ouvrière et du peuple travailleur de notre pays, cherchent à construire un parti de type nouveau, respirant et agissant du souffle même des masses, tel que l'a défini Mao Tsé Toung. Et c'est justement dans le but d'accomplir ces tâches que nous ferons référence à l'expérience accumulée par le mouvement ouvrier, particulièrement enrichi aujourd'hui par l'expérience de la révolution chinoise systématisée par Mao Tsé Toung, et par l'expérience actuelle de la lutte des classes mondiales et la réflexion des révolutionnaires.

C'est à tous ceux qui comprennent ainsi leur rapport au marxisme-léninisme que ce bulletin est ouvert. Nous ne nous adressons pas seulement aux organisations communistes, mais aussi aux personnes, groupes militants, revues, qui veulent approfondir avec nous les questions posées par les tâches des révolutionnaires en France.

Que «Polémique» devienne à chaque numéro plus ouvert et plus riche !

L'OC-G.O.P. précise, pour sa part, qu'elle est engagée dans un débat d'unification avec l'OC-Révolution ! dans le cadre d'un processus de fusion sur lequel de prochains congrès simultanés doivent trancher.

L'OC-G.O.P. rappelle que l'OC-Révolution ! s'était engagée conjointement à elle à entretenir un débat avec le PCR, débat qu'elle vient tardivement d'amorcer.

POSITIONS DE L'OC-GOP

DÉBAT AVEC LE PCR

I Quelle est la contradiction principale dans la France d'aujourd'hui ?

D'ABORD, IL FAUT BIEN DISTINGUER CONTRADICTION FONDAMENTALE ET CONTRADICTION PRINCIPALE

La contradiction fondamentale oppose, en France, depuis le début du XIX^{ème} siècle (et dans le monde depuis le stade de l'impérialisme, depuis l'époque ouverte par la Révolution d'Octobre), bourgeoisie et prolétariat. Ceux qui vivent par et luttent pour le maintien des rapports sociaux, économiques, politiques, idéologiques du capitalisme. Ceux dont l'exploitation est à la base de ces rapports et dont la révolte et les besoins ne peuvent être satisfaits que par le renversement de l'état des choses existantes, la construction du communisme à travers la révolution sociale et la dictature du prolétariat.

Mais, dans le cadre d'une époque historique, déterminée par la permanence d'une contradiction fondamentale, le processus de la lutte des classes, lui-même déterminé par cette même contradiction, passe par une série de phases où la lutte se noue autour d'une contradiction principale, enjeu de la lutte pour cette phase. Le dénouement de cette contradiction détermine les conditions du passage à une phase ultérieure, à une nouvelle conjoncture. Selon les conjonctures, la contradiction fondamentale détermine telle ou telle contradiction principale. Exemple :

- 40-45 : la contradiction principale oppose les masses populaires au fascisme soutenu par l'invasisseur allemand. Ici la contradiction principale est très distincte de la contradiction fondamentale. Il n'en est pourtant ainsi que parce qu'une majorité de la bourgeoisie française a choisi «plutôt Hitler que le Front Populaire».

- 68-73 (de Grenelle à la crise) : la contradiction principale porte sur l'organisation capitaliste du travail et de la vie.

- 74 et après (à partir de l'ouverture de la crise) : la contradiction principale se déplace, c'est l'emploi et le salaire lui-même (dans le cadre des rapports de production existants) qui sont mis en cause par la politique de «restructuration» et «d'austérité» de la bourgeoisie. De l'issue de cette contradiction dépendra (dans un premier temps) la question de l'issue même de la crise.

Qu'est-ce qui change entre ces deux phases ? Apparemment les mêmes classes sociales se retrouvent des deux côtés de la barrière. Ce n'est pas tout à fait exact. Car pour analyser une conjoncture, il ne suffit pas d'examiner la place dans les rapports économiques, mais l'attitude par rapport à la Révolution.

De 68 à 73, le capital a pu et su garantir, à une certaine fraction de la classe ouvrière et de la petite bourgeoisie, une relative stabilité de l'emploi et de la progression du pouvoir d'achat. Bref, le respect de certains intérêts immédiats du peuple, dans la négation de ses intérêts historiques (l'abolition des rapports sociaux capitalistes) : ce qui est la base du réformisme. L'attitude révolutionnaire n'était alors partagée que par les victimes de l'aggravation de ces rapports, les OS, les victimes de la «modernisation», etc... En revanche, l'attitude réformiste dans la classe ouvrière en était consolidée. Ce qui aggravait les contradictions au sein du peuple de type OS/OP etc... Nous pouvons dire à l'époque que le réformisme en tant que courant organisé visant à consolider cette attitude et à s'appuyer sur elle, faisait directement partie du camp de l'ennemi, qu'il devait être combattu frontalement, comme un ennemi principal.

Aujourd'hui, nous disons que même la fraction de la classe ouvrière sous hégémonie réformiste, même les partis qui consolident cette hégémonie (et qui sont, du point de vue de la contradiction fondamentale, des partis bourgeois) sont placés en contradiction antagonique avec la bourgeoisie, qui doit absolument, pour se «redéployer», faire payer la crise aux travailleurs. Dès lors, tous ceux qui aujourd'hui luttent ou désirent lutter pour «refuser de payer la crise» font partie d'un «front uni» (au sens de Mao et du III^o congrès de l'IC). Les réformistes, on ne les attaque plus «de front», mais selon le mot de Lénine «de biais» : on lutte contre leur tendance à la capitulation dans la lutte principale.

Ce déplacement de la contradiction principale provoquée par la crise s'accompagne d'une série d'autres déplacements. Citons :

a) L'ouverture d'une contradiction au sein du «courant révisionniste» entre sa base d'appui (les ouvriers professionnels) et sa couche dirigeante (l'aristocratie ouvrière). La crise qui menace l'existence même des premiers permet de les gagner à l'issue révolutionnaire. Mais le révisionnisme choisit, lui, la capitulation, quoique de façon dissimulée (de moins en moins !)

b) La réouverture d'une contradiction entre le révisionnisme (qui dissimule sa capitulation) et la social démocratie (qui négocie déjà sa participation à la cogestion de la crise).

c) L'accentuation de la crise politique de la bourgeoisie française, lancinante depuis 15 ans. En effet, le développement du capitalisme oblige la bourgeoisie à écraser ses anciennes bases d'appui électorales (petite bourgeoisie traditionnelle) et à rechercher une nouvelle base d'appui (du côté des travailleurs-intellectuels, de l'aristocratie ouvrière). Or la crise interdit même cette nouvelle alliance «sociale-démocrate» (d'où le tournant actuel, très réactionnaire, de Giscard).

Tous ces points demanderaient en fait de longues discussions. Nous voulons cependant souligner deux choses.

* Quand le PCR pose cette question, il la pose sans doute principalement à l'usage de l'Humanité Rouge. Nous devons dire à propos des positions d'H.R. qu'à notre avis elles ne relèvent pas d'une «erreur» dans la détermination de la phase dans laquelle on se trouve. La contradiction principale ne peut opposer «la France» à un pays étranger (l'Allemagne de 1940 à 45, les USA après, l'URSS demain ?) que dans le cas où la bourgeoisie française en vient, comme les aristocrates après 1791, ou comme lorsqu'elle criait «plutôt Hitler que le Front Populaire», à s'appuyer pour dominer les masses sur les canons de l'étranger. Ce n'est manifestement pas le cas. Pourtant l'H.R. fait comme-si, elle s'allie dans les faits avec sa propre bourgeoisie, comme si celle-ci était prête à s'allier avec son peuple contre une fraction kollabo ! En réalité, Brejnev, ce n'est pas Hitler,

et aucun bourgeois français, même pas Duverger, même pas Mitterrand, et peut-être même pas Marchais, ne l'appelle à la rescousse contre les masses. Brejnev, c'est plutôt Guillaume II. C'est une autre bourgeoisie impérialiste, avec laquelle les bourgeoisies «atlantiques» entretiennent un rapport de collusion/rivalité (voir la 3ème discussion).

Les dirigeants d'HR ne sont pas des ML qui commettent des erreurs par inexpérience, comme l'insinue le PCR en matière d'excuse. Une pareille «erreur» n'a qu'une explication : c'est un babillage théorique de leur révisionnisme. Les théories sur la «nouvelle» structure de l'impérialisme, sur le caractère «plus agressif» de la bourgeoisie d'en face, ont toujours servi dans le passé (cf la II^e Internationale !) à justifier l'alliance avec sa propre bourgeoisie impérialiste. Nous sommes prêts à discuter avec des militants trompés d'HR (et il en a de nombreux, et d'excellents). Nous ne perdons pas de temps à réfuter les arguties de leurs dirigeants dans des palabres sans enjeu.

* A la question dont nous discutons (quelle est la contradiction principale ?) le PCR répond : «*bourgeoisie-prolétariat*». C'est malin ! S'il s'agissait de polémiquer avec HR, c'est sans doute suffisant. Mais nous parlons entre gens sérieux. Si on veut, changeons de vocabulaire, et appelons «contradiction-clé» celle dont nous avons parlé («qui va payer la crise»). Mais nous dirons qu'il y a, par delà les questions de vocabulaire, un enjeu réel à dépasser la généralité de la contradiction fondamentale «bourgeoisie-prolétariat», pour fixer notre réponse à la question : «De quoi s'agit-il aujourd'hui ?» De l'alternative «fascisme ou insurrection» ? Non. Nous pensons que la conjoncture détermine un enjeu précis, par rapport auquel se situent toutes les forces politiques, toutes les fractions de classes, telles qu'elles sont au début de la phase, et que c'est par rapport à cette contradiction-là que se détermine une ligne politique, avec son enjeu principal (ici : bloquer la restructuration et l'austérité) et ses enjeux secondaires : modifier l'état des camps en présence (ici : isoler les directions réformistes-capitulardes, conquérir la majorité du peuple travailleur à la direction révolutionnaire, aggraver les contradictions de l'adversaire en empêchant l'équipe Giscard-Chirac d'accomplir son mandat). Précisons que secondaire signifie que ces objectifs sont nécessaires pour atteindre l'enjeu principal.

S'en tenir à rabacher la contradiction fondamentale permet de rester un révolutionnaire honnête. Mais pour déterminer une ligne politique concrète, il faut pousser jusqu'à l'analyse concrète d'une situation concrète, avec sa contradiction principale, déterminée par la phase actuelle de la crise (que nous espérons finale) de l'impérialisme.

II. le révisionnisme

1) NOUS DISTINGUONS :

- le réformisme des ouvriers, courant idéologiquement spontané dans les masses, dû à la double situation du prolétariat (élément de la société bourgeoise qui a donc des intérêts à y défendre, mais ne peut les défendre jusqu'au bout qu'en abolissant cette société) laquelle, sous la pression de l'idéologie dominante, ne peut être vécue que dans l'oscillation entre résignation, révolte et réformisme.

• le révisionnisme, courant idéologique qui part des positions marxistes révolutionnaires pour en venir à consolider le réformisme des ouvriers, donc à consolider la dictature de la bourgeoisie et les rapports de production capitalistes.

• le révisionnisme moderne, (par opposition à celui de Bernstein et Kautsky), courant apparu conjointement à la dégénérescence de l'Union soviétique et au développement du capitalisme monopoliste, et présentant certaines caractéristiques. Outre la référence (verbale) à Lénine, l'utilisation répressive des formes du centralisme démocratique, etc..., ce qui semble le fond du révisionnisme moderne, c'est que, alors que l'ancien révisionnisme (qui en Allemagne a engendré la social-démocratie) cherchait la conciliation avec la grande bourgeoisie privée et acceptait ses «solutions», le révisionnisme moderne propose ses propres solutions : la réforme du capitalisme monopoliste dans le sens d'un capitalisme d'Etat.

2) INDIQUONS TOUT DE SUITE QUELQUES CONSÉQUENCES

* D'abord le réformisme dans la classe ouvrière n'est pas dû fondamentalement à la «trahison» des chefs et des partis, à quelque date que ce soit. Les masses sont réformistes (quand elles le sont) à cause de l'organisation même de la société bourgeoise et de ses appareils idéologiques, et la présence d'un fort parti révisionniste moder-

ne peut être le signe qu'elles le sont moins qu'ailleurs (mais oui).

* Ensuite que le révisionnisme (et nous ne nous intéressons plus ici qu'au révisionnisme moderne) est d'abord et toujours un réformisme. On dit parfois «le réformisme et le révisionnisme» pour dire «la social-démocratie et le révisionnisme moderne». C'est dangereux. C'est laisser entendre que le révisionnisme n'est pas un réformisme, qu'il ne renonce pas tout-à-fait à renverser la société bourgeoise, ses structures politiques et économiques. C'est faux. Même si (on le verra) les dirigeants révisionnistes ont des intérêts qui les opposent à la bourgeoisie en place, ils ne feront rien pour détruire le pouvoir de leurs adversaires, rien de ce qui nécessiterait l'action révolutionnaire des masses. Le révisionnisme moderne, tenant du capitalisme d'Etat, ne peut accéder au pouvoir (pas au gouvernement ! au pouvoir). Les gonalcalistes, au Portugal, n'ont jamais eu le pouvoir, pas plus qu'Allende au Chili, du moins dans les pays capitalistes industriels du premier et du second monde, là où la bourgeoisie est forte, que sur la base d'une victoire préalable du mouvement révolutionnaire des masses, brisant les structures traditionnelles du capitalisme, au moins dans sa sphère juridique.

* Mais assimiler le révisionnisme purement et simplement à sa tendance conciliatrice, capitularde, l'assimiler à la sociale-démocratie, c'est inversement oublier son caractère de révisionnisme moderne, la contradiction réelle qui subsiste entre son propre profit (le capitalisme d'Etat), celui de sa couche dirigeante, son discours à l'égard de sa base d'appui, et les capitalistes eux-mêmes. On s'interdit alors de comprendre par exemple la polémique PC/PS, le phénomène gonalcaliste au Portugal, les contradictions à l'intérieur et entre les PC européens, etc...

* Des deux points que nous venons de souligner, le premier (la tendance à la conciliation) est toujours dominant, pour la raison que nous venons d'indiquer, dans les pays industrialisés (peut-être pas dans le Tiers Monde). Entre le «social-putschisme» de Gonçalves et les tendances conciliatrices de Cunhal, c'est toujours Cunhal qui l'a emporté, le 27 août comme le 25 novembre au Portugal. Celà dit, pour les bases d'un parti révisionniste, la tendance «social-putschiste», «conquérante» et «sectaire» du révisionnisme apparaît comme plus à gauche que l'autre, parce que plus opposée à la bourgeoisie («Vasco reviendra» c'est aussi un désaveu de Cunhal).

3) ELIMINONS ENSUITE QUELQUES EXPRESSIONS ERRONÉES

a) «social-fascisme»

Le fascisme est une des formes de domination politique de la grande bourgeoisie. Un parti révisionniste au pouvoir, expression d'une grande bourgeoisie d'Etat, peut être amené à adopter cette forme de domination : comme Husak, Moczar, etc... Mais pas nécessairement (Gierek adopte plutôt un style «social-démocrate»). On peut donc, sur la base d'une analyse concrète, parler de social-fascisme pour certains PC au pouvoir (Brejnev ?).

Mais les partis révisionnistes dans l'opposition ne sont pas l'expression d'une bourgeoisie d'Etat, mais seulement d'une aristocratie ouvrière ou d'une petite bourgeoisie aspirant à le devenir. Une classe sociale ne se définit pas par un projet, mais par une place matérielle dans les rapports de production. La couche dirigeante des PC Ouest-Européens n'est pas une bourgeoisie d'Etat, et sa politique n'est pas le fascisme, c'est-à-dire la destruction des formes d'organisation, même réformistes, même révisionnistes, du mouvement ouvrier ! Parler de «social-fascisme», c'est dire que les PC sont actuellement les partis d'une classe... qui n'existe pas encore. Serait-ce dont maintenant «la conscience qui détermine l'être social» ? Certains ML tenants du «social-fascisme» voient la difficulté, et soulignent les efforts du PCF en direction de la véritable fraction étatique de la grande bourgeoisie française (grands commis, technocrates sortis de l'X ou de l'ENA). Malheureusement, cette fraction-là se reconnaît dans l'UDR (ou le PS) mais pas dans le PC.

b) La «5ème colonne de l'impérialisme russe»

Cette théorie oublie que le révisionnisme des PC Ouest-Européens est un phénomène principalement interne à leurs pays respectifs, largement autonome par rapport à l'évolution impérialiste de l'URSS. En fait, elle sert à «boucher» le manque, ici, de la bourgeoisie d'Etat. Les PC seraient les partis d'une classe compradore par rapport à l'impérialisme russe ! Mais cette classe compradore n'a pas plus de base matérielle, actuellement, en Occident, que la bourgeoisie d'Etat.

D'ailleurs, les PC Espagnols, Italiens, Français, sont-ils si «pro-soviétiques» que ça ? Et même les vraies «5ème colonnes», les «Croix de feu» de 1934 étaient-elles déjà des

«5ème colonne» de l'Allemagne avant que la bourgeoisie française fasse le choix de la collaboration ? La «cinquième colonne», c'est une expression inventée lors du siège de Madrid dans le cadre d'une guerre civile. Les causes externes (l'influence étrangère par exemple) ne sont jamais efficaces que par l'intermédiaire des causes internes.

c) Ces deux théories sont en fait équivalentes dans leurs effets politiques :

Elles servent à justifier le rejet des théories léninistes sur le rapport au réformisme, dans le cas du révisionnisme moderne. Elles conduisent à préférer l'alliance avec sa bourgeoisie «démocratique» ou «nationale» contre le révisionnisme. Nous l'avons montré en ce qui concerne la théorie de la «5ème colonne» de l'Humanité Rouge.

La théorie du «social-fascisme» est tout aussi dangereuse. Elle permet de blanchir par contraste la «social-démocratie» (celles des Noske, des Jules Moch, des Guy Mollet, des Lacoste, des Schmidt et des Soares !). Or celle-ci, elle, peut fonctionner au gouvernement comme agent direct et conscient de la bourgeoisie en place ! On voit ainsi le MRPP, le PC de Vilar, l'UCRP passer ouvertement au Portugal dans le camp de la contre-révolution au nom de l'alliance avec les «démocrates» contre le social-fascisme !

Bien sûr, tous les ML peuvent faire des erreurs et rester des camarades. Mais on peut se demander si, dans les cas cités, il s'agit bien seulement «d'erreurs» ! Excuser certaines «erreurs», comme celles de HR ou du MRPP, n'est-ce pas prêter le flanc aux amalgames des trotskystes qui, comme dans «Rouge», susurrent : «Non, HR n'est pas doriotiste ! Ce sont des camarades trompés par la ligne erronée, stalinienne, du maoïsme !». Nous pensons, quant à nous, que pour l'honneur du marxisme-léninisme, il vaut mieux renoncer à couvrir des «erreurs» de ce genre.

4) VENONS-EN MAINTENANT AU PCF

Nous ne développerons pas la question des origines historiques du révisionnisme, si ce n'est pour signaler qu'elle est déjà très marquée en 1936 et que les causes sont à rechercher à l'intérieur même de l'histoire de notre peuple, et pas dans les consignes d'un Staline ou d'un Khrouchtchev.

Nous ne les développons pas parce que nous pensons que la généalogie d'une ligne politique ne peut que lui apporter un certain cachet, un «style», mais que «l'origine» d'une ligne doit être d'abord cherchée dans la nature de classe actuelle du parti qui la porte.

Le PCF est pour nous un parti principalement déterminé dans sa composition par : une couche dirigeante, l'aristocratie ouvrière, et une base d'appui sociale, la classe ouvrière française qualifiée traditionnelle. L'aristocratie ouvrière, ce n'est pas l'ensemble des OP. Ce sont d'anciens ouvriers à qui la bourgeoisie concède, sur la base de ses profits impérialistes, des revenus et une délégation de pouvoir dans le cadre de son système : permanents syndicaux, municipalités, offices HLM, CE des grandes entreprises, etc... Les intérêts immédiats et les aspirations de cette couche s'expriment entièrement dans la ligne révisionniste.

Quant à sa base d'appui, la classe ouvrière traditionnelle, son histoire, indissolublement liée à celle de son parti, en a fait une classe riche de traditions de lutte, consciente de son originalité de classe, mais fortement imprégnée de réformisme (au sens défini au début de ce texte), réformisme particulièrement consolidé par la croissante «prospérité» de l'après-guerre. C'est la pratique syndicale et municipale, sur la base de l'expansion capitaliste, qui a cimenté l'hégémonie de l'aristocratie ouvrière sur cette couche, autour d'une trilogie : plein-emploi, progression du salaire, avantages sociaux liés au statut. Le statut nationalisé de la Régie Renault est le symbole même de cette hégémonie.

D'autres classes sociales sont évidemment partie-prenantes de cette coalition (certaines fractions de la petite bourgeoisie moderne dans la couche dirigeante, d'autres fractions petites-bourgeoises dans la base d'appui). Mais nous en avons dit assez pour cesser de tourner autour du pot, et pour parler de nos divergences de ligne.

5) PARLONS DU FRONT UNI

Conformément à la position du IIIème congrès de l'IC, face à la crise de 1920, nous disons qu'en période de crise, nous sommes en situation de Front Uni avec le révisionnisme. Nous avons dit pourquoi lors de l'analyse de la «contradiction principale». Le Front Uni est défini par : ceux qui sont du même côté que

nous dans la contradiction principale. Ceux avec qui, théoriquement, on peut s'unir contre l'adversaire principal : le gouvernement Giscard-Chirac, sa politique d'austérité et de redéploiement. Si le bloc révisionniste s'oppose à cette politique, c'est à cause de sa nature de classe décrite plus haut : sa base sociale en ferait les frais et sa couche dirigeante n'a rien à y gagner.

Cela dit, tout le Front Uni se livre une lutte complexe, résumée par Mao dans la formule : «consolider la gauche, rallier le centre, isoler la droite» (voir l'article sur nos références à la conception léniniste et maoïste du Front Uni dans le n° de «Communisme» de décembre 75). la droite, c'est l'aristocratie ouvrière, qui jure de «refuser de payer la crise»... et sabote la lutte. Le centre, c'est la base d'appui du révisionnisme, et, derrière, la majorité de la classe ouvrière qu'il s'agit de conquérir aux positions révolutionnaires. Nous avons déjà signalé que la crise ouvre justement une contradiction dans le courant révisionniste entre cette «droite» et le «centre». Elle est stratégiquement décisive pour la révolution en France.

Le but de la lutte au sein du Front Uni est donc de placer concrètement, par nos propositions autonomes, la direction révisionniste devant le choix : ou elle participe réellement à la lutte face à la crise, ou elle se démasque.

Il nous semble que tous les marxistes-léninistes sincères et attentifs peuvent partager ce point de vue. Lors de la première discussion avec le PCR, il est apparu cependant quelques difficultés.

● «MAIS», mais les révisionnistes sont des ennemis». Et la sociale-démocratie allemande à laquelle le III^e congrès de l'IC proposait le Front unique face à la crise ? Et Tchang kai Chek à qui Mao proposait le Front Uni contre les Japonais ? La question, c'est : «qui est l'ennemi principal dans une phase donnée ?»

● «MAIS, mais pour cela il faut être fort». En ce qui concerne le PC Chinois au début du Front Uni, le chiffre est connu : 8 000 hommes exactement. Le kuo Min Tang en organisait des centaines de millions. La place dirigeante n'est pas une condition du Front Uni, elle se conquiert, et elle ne se conquiert justement que par une juste politique de Front Uni, conforme à la

conjoncture. Ce qui est requis comme préalable, c'est l'autonomie au sein du Front Uni.

● «MAIS, il vaut mieux que le Front Uni soit rompu au plus vite, pour qu'on distingue bien les contradictions, et qu'on démasque les traîtres». A la limite, on veut bien du Front Uni conçu comme un piège, pour pouvoir dire : «Nous l'avions bien dit». Exemple cité par le PCR : «La trahison des révisionnistes à Paris-Rhône est principalement positive, elle a permis de les démasquer».

C'est la forme la plus subtile du refus de la position léniniste sur le Front «unique», celle qui feint de l'adopter comme un pis-aller, une manœuvre. Ce fut celle des gauchistes de la III^e Internationale, celle des Italiens (qui aboutit à la victoire de Mussolini). Mao disait : «*Tant que Tchang kai Chek combat les Japonais, c'est une bonne chose, et nous souhaitons qu'il rentre dans le Front Uni le plus longtemps possible*». Nous disons : «*A Paris-Rhône, les révisionnistes ont été démasqués, c'est bien, mais surtout les grévistes ont subi une lourde défaite, lourde de conséquences pour la classe ouvrière de Lyon*».

Ne craignez rien, camarades du PCR. Les révisionnistes se démasquent toujours assez tôt. La seule question c'est : serons-nous assez forts alors pour prendre nous même en charge la direction de la totalité de la classe ? Ou n'aurons-nous convaincu qu'un petit secteur, le reste de la classe restant profondément désorienté ? Dans ce cas, alors oui, «les travailleurs feront les frais de la crise».

Pourtant, c'est vrai que les révisionnistes n'accepteront pas de mener la lutte avec conséquence. La seule solution, quand on n'a pas encore la direction, c'est de faire des propositions constructives aux masses, telles que la pression des masses oblige les révisionnistes à rester, au pire, neutres (comme à Lip). Si les masses ne veulent pas la résistance, alors bien sûr la tactique du Front Uni n'a aucun sens. Mais refuser le Front Uni parce que l'on sait que les révisionnistes ne veulent pas la lutte, c'est oublier, ou mépriser, refuser de faire confiance dans notre seule force, dans le véritable arbitre : les masses.

LA CRISE DE L'IMPERIALISME FRANÇAIS

POSITIONS DU P.C.R. (m-l)

Dans notre pays, depuis que l'exploitation capitaliste est devenu un fait dominant, la contradiction fondamentale est bourgeoise-prolétariats. Mao dit : «*La contradiction fondamentale dans le processus de développement d'une chose ou d'un phénomène*» détermine «*l'essence de ce processus*» et ne disparaît pas «*avant l'achèvement de ce processus*»(*). Et cette contradiction fondamentale s'aggrave tout au long du processus.

Une fois définie la contradiction fondamentale, et par la même le but stratégique : la Révolution prolétarienne, il nous faut préciser la contradiction qui, à chaque étape et parmi toutes les contradictions existantes au sein de la société capitaliste, est principale et «*dont l'existence et le développement déterminent l'existence et le développement des autres contradictions ou agissent sur eux*».

Ainsi dans la société capitaliste française, «*les deux forces en contradiction, le prolétariat et la bourgeoisie, forment la contradiction principale*»(**)

Mais y-a-t-il eu une ou des étapes, où la contradiction principale s'est trouvée déplacée par rapport à la contradiction bourgeoisie-prolétariat ?

En fait depuis le début du siècle la contradiction principale a toujours recouvert, l'opposition de classe bourgeoisie-prolétariat - exception faite des années 40-45 durant lesquelles la France était occupée par l'impérialisme nazi.

Ainsi jusqu'en 1940, la contradiction principale demeure (cf directives de l'Internationale Commu-

niste au PCF) ; cela se manifeste au niveau de la politique de la bourgeoisie par ses hésitations vis à vis de la menace nazie («*plutôt Hitler que le Front Populaire*»), par sa secrète espérance qu'Hitler détruirait l'Union Soviétique de Lénine et de Staline. La contradiction entre ses intérêts nationaux et les visées de l'impérialisme allemand était donc secondaire et subordonnées à la contradiction de classe qui l'opposait au prolétariat.

Mais l'invasion allemande ouvre une nouvelle étape. Tandis qu'une partie de la bourgeoisie française collabore avec les nazis, l'autre partie plus ou moins dépendante des impérialismes américains et anglais rejoint le combat pour la libération nationale déjà engagée par la classe ouvrière et les masses populaires.

C'est donc bien sur une même base d'intérêts respectifs, objectifs que le front d'alliance de classe de la résistance se forme : le prolétariat pour se libérer du joug nazi et poursuivre son combat pour la révolution prolétarienne ; quant à la bourgeoisie, toute une partie se regroupe derrière de Gaulle, pour défendre ses intérêts bourgeois et continuer à pouvoir exploiter à son profit la classe ouvrière.

Donc à cette époque, bien que la contradiction principale soit momentanément (jusqu'à la libération) devenue : le prolétariat, les masses populaires et une partie de la bourgeoisie contre l'impérialisme nazi et la bourgeoisie collaboratrice, la contradiction fondamentale demeure et s'aggrave.

- d'une part, durant la guerre, de nombreux ouvriers et paysans organisés dans la résistance se

sont trouvés armés et conserveront leurs armes à la libération,

- d'autre part, la bourgeoisie aura montré, par l'inconséquence de son opposition à l'occupant nazi, la collaboration ouverte de nombre de ses membres, sa véritable nature de classe et se trouvera incapable de tracer une perspective d'avenir crédible pour les masses. Dans les années qui suivirent, jusqu'à aujourd'hui compris, la contradiction principale reste inchangée. Cette remarque est loin d'être anodine mais ne suffit pas. Il nous reste pour fonder le caractère spécifique de la situation actuelle, à étudier l'état «*des deux aspects de la contradiction*» et leur évolution pour autant qu'ils sont l'expression de la liaison et de la convergence de toutes les autres contradictions

Le caractère spécifique de la crise de l'impérialisme français

La crise de l'impérialisme français est une manifestation particulière de la crise générale de l'impérialisme, de même que nous devons considérer la Révolution Prolétarienne comme étant avant tout fondée sur le développement de la convergence des contradictions fondamentales du monde impérialiste :

- qui oppose les peuples et nations opprimés à l'impérialisme et au social-impérialisme,

- celle qui oppose le prolétariat à la bourgeoisie dans les pays capitalistes et révisionnistes,

- celle entre les pays impérialistes, le social-impérialisme, et entre pays impérialistes,

- celle qui oppose les pays socialistes aux pays impérialistes et au social-impérialisme.

Aujourd'hui l'impérialisme français est au prise principalement avec trois des contradictions fondamentales : qui se manifestent avant tout par l'essor des luttes du Tiers-Monde, l'hégémonie des deux super-puissances et le développement des luttes de la classe ouvrière depuis l'explosion de mai 68.

Dans ce sens là, la «*crise politique*» qui n'est autre que la remise en cause des rapports de classe existant par l'aggravation et de la contradiction principale et des contradictions secondaires, constitue bien une nouvelle étape du processus de développement du phénomène que constitue la lutte pour la révolution prolétarienne.

Jamais la bourgeoisie française n'a été en si mauvaise posture. Tous les plans de l'ère gaulliste : les velléités d'indépendance nationale, d'affirmation comme une troisième super-puissance, de développer des monopoles de taille internationale (par exemple dans la chimie, la sidérurgie, dans l'armement) et enfin son modèle de collaboration de classe : la société de consommation, n'ont pas résisté aux bouleversements des dernières années. Par un «*pilotage à vue*», l'impérialisme français a été contraint de réajuster ses plans et ses objectifs à la mesure de sa faiblesse. Il a du s'engager dans la liquidation des secteurs jugés par lui trop peu rentable, en restructurant son économie, en modernisant

son appareil productif, en redéployant sa production dans l'espérance de conquérir de nouveaux marchés et de développer son commerce extérieur.

Pour ce faire, et pour tenter de faire accepter à la classe ouvrière sa politique de misère, de chômage et de limitation accrue de la consommation populaire, elle a développé une politique de chantage et d'appel à la collaboration de classe. La mise en place s'accompagne de pseudo réformes telles que la revalorisation du travail manuel, l'enrichissement des tâches ou le chômage à la carte. Mais derrière ce volet démagogique s'affirme de plus en plus le renforcement de la dictature sur la classe ouvrière et les masses populaires : la répression systématique des travailleurs en lutte, les atteintes aux libertés démocratiques telles que récemment l'inculpation en cours de surêté de l'état des soldats et de nombreux syndicalistes.

Tout cela manifeste sa faiblesse, l'étroitesse de sa marge de manœuvre et la conscience de la force grandissante du prolétariat.

Après toute une période d'attente où les travailleurs s'interrogèrent quant à la nature réelle de la crise et à l'avenir de leurs luttes, se dessina la perspective d'une riposte d'ensemble des travailleurs contre la politique de la bourgeoisie avec les luttes de Renault, Chausson, Cables de Lyon... Et les luttes qui durant tout l'hiver 75 s'étaient développées sur le plan de la défense de l'emploi prirent un nouveau caractère offensif. Brisée par la répression et les manœuvres du PCF, la combativité de la classe ouvrière fut loin de s'éteindre à la rentrée. De nouvelles luttes se développèrent : Air France, Sovirel, Esswein... sans abandonner la perspective du mouvement d'ensemble qui apparaît de plus en plus nécessaire aux yeux des travailleurs, un certain

nombre de questions sont aujourd'hui posées. Comment riposter à la répression et conserver les droits acquis par la classe ouvrière ? Mais aussi comment passer à l'offensive en s'assurant la conduite de la lutte hors de l'emprise du PCF. C'est de la maturation de ces idées que dépend l'issue révolutionnaire du mouvement d'ensemble.

Le P«C»F aujourd'hui

Avec le développement de la contradiction de classe qui oppose la bourgeoisie au prolétariat, la base même des influences du révisionnisme dans la classe ouvrière s'est trouvé considérablement remis en cause. Les questions (et leurs résolutions) que les travailleurs ont été amenés à se poser non seulement ont obligés le PCF à préciser son projet politique, à proposer ses propres solutions à la crise. Mais également à mieux révéler chaque jour davantage le sens même de sa pratique politique :

- tenter de s'appuyer sur le mouvement de masse pour accéder au pouvoir et mettre en cause son projet de capitalisme d'Etat,

- tenter de détourner, d'éteindre toute lutte qui remet fondamentalement en cause la domination capitaliste, de parler de bavure quand il s'agit de répression de syndicalistes révolutionnaires et de travailleurs conscients et combattifs,

- faire le tri parmi les revendications des travailleurs, se saisir de celles qu'ils peuvent intégrer sans danger dans leur projet et mépriser toutes celles qui s'y opposent radicalement.

De plus, ce projet politique correspond aux intérêts d'une nouvelle bourgeoisie que l'on peut déjà cerner parmi les éléments bourgeois et petits bourgeois occupant son appareil : les municipalités, l'appareil scolaire et universitaire, les sociétés

commerciales qu'il dirige, c'est également le sens de l'alliance de classe qu'il voudrait constituer, subordonnant les intérêts des travailleurs à ceux de l'I.T.C.,

Néanmoins, le projet politique doit être saisi comme spécifique et partant différent de celui des réformistes (PS). En effet si le projet des réformistes est de gérer le capitalisme monopoliste d'état d'aujourd'hui en occupant l'essentiel du pouvoir d'Etat, les révisionnistes visent l'accession à ce pouvoir pour y gérer le capitalisme à leur profit, dans le cadre du capitalisme d'Etat ; donc au prix d'un aménagement des rapports capitalistes de propriété (nationalisations, planification, gestion démocratique) afin de maîtriser l'essentiel de l'accumulation capitaliste.

Enfin au niveau des rapports inter-impérialistes, le projet même des révisionnistes est - d'une part un renforcement de la domination de l'impérialisme français sur les pays du Tiers-monde en accroissant ses capacités de compétitivité externe en tentant de réduire l'anarchie de la production capitaliste, d'autre part de distendre les liens de l'impérialisme français avec la superpuissance américaine et enfin, inaugurer à plus long terme, des rapports privilégiés mais non exclusifs avec le social-impérialisme, malgré les visées de ce dernier.

Voilà très rapidement décrite l'analyse que nous faisons de l'exacerbation de la lutte de classes à l'étape actuelle de la crise de l'impérialisme français.

Nous n'avons donc pas adopté, comme sembleraient nous le prêter les camarades de l'OC-GOP, une attitude de repli qui consisterait à en rester au niveau de l'énoncé de la contradiction fondamentale pour

rendre compte de «la situation concrète» aujourd'hui en France.

Mais notre souci de pénétrer plus profondément «l'essence même des choses» et d'envisager alors une juste tactique ne doit pas consister à rechercher à tout prix la façon dont la contradiction principale s'écarterait à chaque étape de la contradiction fondamentale. D'ailleurs chaque nouvelle étape, dans le développement d'un phénomène, n'est pas caractérisée immanquablement par l'avènement simultané d'une nouvelle contradiction principale. Une étape selon Mao (de la Contradiction) est définie par l'«accentuation de la contradiction fondamentale» et le fait qu'«en outre, parmi tant de contradictions, importantes ou minimes, qui sont déterminées par la contradiction fondamentale ou se trouvent sous son influence, certaines s'accroissent, d'autres se résolvent ou s'atténuent temporairement ou partiellement, d'autres ne font que naître.»

Aussi pour faire une «analyse concrète» à une étape donnée, c'est à dire pour rendre compte du «caractère spécifique» des contradictions en présence, il ne suffit pas d'énoncer la contradiction principale, il faut en venir à l'examen détaillé des deux aspects de la contradiction à cette étape. C'est ce que nous avons commencé à voir dans l'analyse de la crise de l'impérialisme français : comment l'aggravation des contradictions fondamentales convergerait aujourd'hui sur la réalité française en affaiblissant notre exploiteur et en renforçant le camp du prolétariat.

Comment en fin de compte, d'aspect dominé, la classe ouvrière et les masses populaires tendent, à l'étape actuelle, de plus en plus «à jouer le rôle dominant», à rejeter le révisionnisme, et à vouloir renverser la bourgeoisie et construire le socialisme !